

CONTRE-MODÈLE

L'idéologie libertarienne en action en Pologne



Dans le débat sur le projet de Constitution européenne, on évoque souvent une forme de libéralisme qui conduirait à une harmonisation par le bas des conditions de vie dans l'Union et l'on cite souvent la situation économique et sociale de la Pologne comme un repoussoir. Citations et exemples à l'appui, le journaliste polonais, Tomasz Ciborowski, montre que derrière le terme vague de « libéralisme » se cache une idéologie libertarienne de mépris des pauvres et que cette doctrine s'est déjà concrétisée par le retour de formes d'exploitation que l'on croyait révolues.

page 2

Tartufferies nucléaires

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

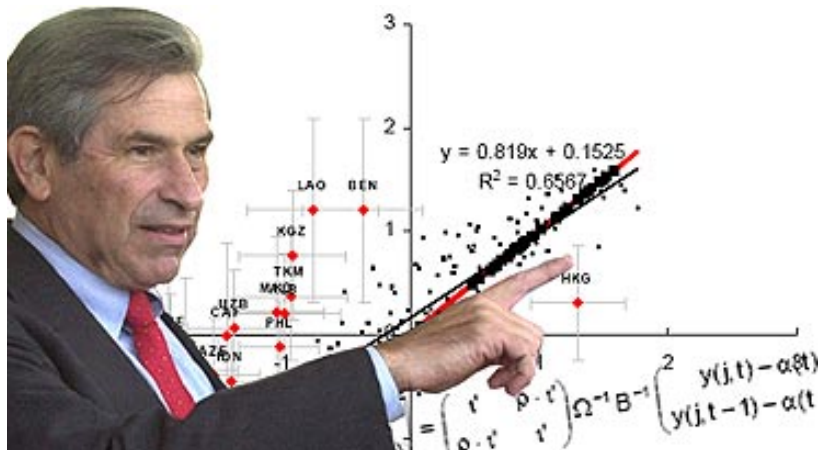
À l'occasion des re-négociations quinquennales du Traité de non-prolifération nucléaire, de nombreux appels en faveur d'un désarmement états-unien sont lancés dans la presse. Toutefois, pour les faucons, ce traité ne doit servir qu'à freiner l'émergence de nouvelles puissances nucléaires. John J. Hamre propose d'escamoter ce différend diplomatique en diminuant le nombre d'armes états-uniennes tout en développant leur puissance.

page 11

REPÈRE : 11 MAI 1802

Bonaparte rétablit l'esclavage

Le 8 mai 1802, le général Napoléon Bonaparte est nommé 1er consul de la République pour 10 années supplémentaires. Ce qui peut paraître une victoire politique est en réalité le salaire de la trahison : le général s'est engagé à satisfaire les partisans de l'Ancien régime. Il commence par amnistier les aristocrates émigrés qui avaient pris les armes contre le peuple français, puis il fait arrêter, par son beau-frère le général Leclerc, le héros de Saint-Domingue, Toussaint Louverture. Et, le 11 mai, il rétablit l'esclavage. Pour appliquer cette décision, ses armées se livrent à une terrible répression dans les Caraïbes. En Guadeloupe, les hommes du général Richepanse tuent 1 habitant sur 10. Le 11 mai 2001, l'Assemblée nationale a adopté la loi Taubira qualifiant l'esclavage de crime contre l'humanité. ■



LA BANQUE MONDIALE PUBLIE SON HIT-PARADE DE LA DOCILITÉ FINANCIÈRE

Paul Wolfowitz, président de la Banque mondiale a rendu public, le 9 mai 2005, son « Baromètre de la gouvernance 1996-2004 ». Les experts ont comparé les politiques conduites par 209 États sur la base de six critères : l'écoute des citoyens, la stabilité politique, l'efficacité des administrations, la déréglementation, le respect des contrats et la maîtrise de la corruption.

Bien entendu, les critères eux-mêmes traduisent les objectifs de la Banque : elle félicite les gouvernements dociles qui acceptent d'ouvrir leurs marchés nationaux, sans se préoccuper de la légitimité de leurs politiques. ■

Contre-modèle

L'idéologie libertarienne en action en Pologne

Dans le débat sur le projet de Constitution européenne, on évoque souvent une forme de libéralisme qui conduirait à une harmonisation par le bas des conditions de vie dans l'Union et l'on cite souvent la situation économique et sociale de la Pologne comme un repoussoir. Citations et exemples à l'appui, le journaliste polonais, Tomasz Ciborowski, montre que derrière le terme vague de « libéralisme » se cache une idéologie libertarienne de mépris des pauvres et que cette doctrine s'est déjà concrétisée par le retour de formes d'exploitation que l'on croyait révolues.



Avril 2005 a vu se produire en Pologne de nombreux événements qui ont touché les milieux politiques et l'opinion publique. À côté de la mort de Jean-Paul II et l'élection d'un nouveau pape, on a assisté à une nouvelle campagne d'opinion en réaction à un discours du président biélorussien Alexandre Loukachenko. L'autocrate biélorussien a critiqué la Pologne, et en particulier ses politiciens, pour leurs tentatives visant à organiser une forte opposition antiprésidentielle et à pousser les citoyens biélorussiens à se rébellier contre lui. Il n'a pas fallu attendre longtemps avant que les politiciens polonais ne lui répondent. Quantité de déclarations tonitruantes se sont abattues, venant aussi bien de la gauche que de la droite. Le Premier ministre et le ministre des Affaires étrangères sont également intervenus sur ce sujet. Le ton martial et

moralisateur des déclarations des dirigeants polonais laissait penser que leur pays constituait l'exemple accompli d'un État de droit et de démocratie, dans lequel les élus remplissent consciencieusement leurs engagements électoraux, dans lequel les travailleurs bénéficient de tous les droits civiques et que leur pays se développait vers un avenir radieux.

Mais l'énorme contraste existant entre l'image qu'on nous dessine et la réalité nous oblige à poser cette question : au nom de quel droit moral les hommes politiques polonais peuvent-ils critiquer Loukachenko ? Sans aborder la question de la justesse des critiques évoquées à l'égard de la politique intérieure du président Loukachenko, il faut constater que tous ses dénonciateurs étaient et sont eux-mêmes les auteurs des changements socio-politiques que la Pologne a connus depuis 1989. Ils sont donc co-responsables de l'état actuel du pays. Et quel est cet état ?

Chomage

Si l'on se reporte aux classements établis par *Statistics Finland* sur 200 États, notre pays se trouve parmi les 10 premiers du monde en matière de chômage. Les seuls qui nous dépassent sont ceux dans lesquels des opérations militaires se sont déroulées. On a détruit de façon planifiée des milliers de moyennes et grandes entreprises qui assuraient la subsistance de plus de 2,5 millions de familles. Pour reconstituer le même niveau d'emploi dans les nouvelles entreprises, il faudrait investir au moins 400 milliards de zlotys en plus des investissements effectués actuellement.

Polarisation des revenus

Les différences de revenus en Pologne figurent parmi les plus élevées dans le monde. Elles se rapprochent de celles que l'on retrouve dans les États autoritaires ou dictatoriaux d'Amérique latine et d'Afrique. Les clivages sociaux n'entraînent pas seulement des perturbations sociales, mais aussi macro-économiques, en réduisant les bases de développement des entreprises.

Absence de perspective pour les jeunes

Les bas salaires, qui ne représentent qu'à peine un tiers du revenu moyen virtuel, ne permettent pas, ou tout au moins rendent difficile, la fondation de familles, rendent impossible l'accumulation nécessaire aux futures retraites, car ce sont les dix premières années d'emploi qui sont les plus importantes pour le calcul des retraites provenant des fonds d'investissement. Il faudrait dans cette situation que des cotisations importantes affluent régulièrement. Mais ce n'est pas le cas à cause du chômage catastrophique au sein de cette catégorie sociale. Et, quand quelqu'un a la chance de pouvoir travailler, et qu'il paye ses cotisations, la valeur de celles-ci reste insuffisante à cause du niveau des salaires, si bien que même après quarante ans de cotisations, la valeur de la retraite sera toujours inférieure à 500 zlotys bruts.

Affichage public du mépris des pauvres

La forme de libéralisme qui domine en Pologne, tant dans l'économie que dans

la vie politique, méprise les personnes ayant des revenus faibles, peu équipées, mais célèbre en revanche les Crésus. Une atmosphère de dénonciation règne dans les médias à l'égard des travailleurs salariés, en particulier de ceux ayant les salaires les plus bas.

Pour comprendre pleinement les causes de la forme prise par le régime dominant et celles de ce mépris à l'égard des pauvres, nous devons examiner quelques aspects des relations existantes entre les phénomènes économiques et les valeurs ou principes moraux découlant de l'esprit du laisser-fairisme. Comme on peut le constater partout, le mépris des pauvres constitue le trait fondateur et indispensable de ce « libéralisme ». Il me semble que ce fragment tiré d'un ouvrage de Milton Friedman constitue un bon point de départ pour notre réflexion. Il écrit en effet : « *Dans la société de marché, la fonction fondamentale du revenu en fonction de la production a en fait pour objectif d'assurer une allocation efficace des ressources sans utiliser la force, mais il est peu probable que ce principe soit toléré si nous considérons qu'il devrait aussi permettre d'atteindre un juste partage* » [1].

Le produit, c'est un objet ou un service (et aussi un travail) qui est vendu sur le marché. À la suite d'un acte d'achat-vente, on établit le prix du marché. Tant qu'il n'est pas vendu, il n'a aucune valeur, car la valeur d'usage et la valeur d'échange (le prix) dans les théories économiques libertariennes [2] constituent des concepts identiques. Cette identité est censée provenir du fait que l'acheteur ne dépense son argent pour une marchandise donnée, que s'il la reconnaît comme étant utile. Il ressort de cela que, plus le prix d'une marchandise est élevé, plus son utilité pour l'acheteur est grande.

Le principe d'établissement de la valeur que je viens d'énoncer ne s'étend pas seulement aux objets matériels, mais il permet aussi d'évaluer le travail humain, et indirectement les personnes. Un vendeur apportant sur le marché des marchandises recherchées par les clients, ne satisfait pas seulement leurs besoins, mais en leur apportant des biens, il se comporte d'une façon éthique, il est moralement bon. Il résulte de cela, que mieux il répond aux besoins de ses clients, mieux il est évalué moralement. Et pour cette activité utile, le marché (c'est-à-dire les clients) rétribue l'entrepreneur en lui accordant un bénéfice élevé. Donc, celui qui reçoit un revenu supérieur, est celui qui satisfait au mieux les besoins des clients - il est plus utile, il s'intègre mieux au marché. Un tel individu est marqué par des traits de caractère comme la force, l'énergie, l'autonomie, l'esprit d'entreprise, l'adaptabilité. C'est à partir de là que les libertariens prolongent leur réflexion et en tirent la conclusion toute simple que plus le revenu d'une personne est élevé, plus cela signifie qu'elle est récompensée pour son utilité marchande, et donc éthique, à cause de son activité efficace au profit de ceux qui participent au marché. C'est pourquoi dans les sociétés organisées selon les idées « libérales » du laisser-faire (le libre jeu des forces du marché), ce sont les personnes qui ont des revenus particulièrement élevés qui bénéficient de la reconnaissance sociale et morale.

Cette logique spécifique de la morale libertarienne s'étend aussi dans une autre direction. En effet, toute personne gagnant peu ou se retrouvant sans moyen d'existence est évidemment elle-même fautive, car elle ne répond visiblement pas aux besoins de ses clients. Dans le cas des employés, la cause de leur

pauvreté est due au fait que leurs offres sont mauvaises, inadéquates aux besoins des entrepreneurs. Une telle personne ne reçoit pas de bons revenus, car c'est ainsi que l'évalue le marché ; elle est inutile.

Étant donné que l'économie de marché est censée constituer la quintessence du Bien, dès lors ceux qui n'arrivent pas à s'y retrouver sont de toute évidence privés de traits de caractère souhaités. Aux yeux d'un libertarien, un pauvre ne possède aucune qualité et aucune valeur éthique. Les libertariens disent que les pauvres se retrouvent dans leur état parce qu'ils sont passifs, paresseux, peu portés vers le savoir, peu intéressés à s'adapter aux besoins du marché, peu consciencieux, peu exacts, mais aussi portés au vol, à l'ivrognerie, au gaspillage du temps de travail, aux vacances inconsidérées et aux certificats de maladie injustifiés, etc.

Il est évident que les traits de caractère que nous venons de citer n'appartiennent pas au catalogue des traits jugés positifs. Et c'est à partir de cette vision que le libertarien typique développe la justification de son attitude négative envers les groupes économiquement défavorisés. On peut donc résumer ainsi l'attitude de ce « libéral » : celui qui obtient un bon prix sur le marché est celui qui travaille bien et donc si tu gagnes mal (que ton travail est faiblement évalué), cela veut dire que tu travailles mal, que tu es mauvais. Et à partir de cela, un pauvre est aussi une personne de faible valeur sur le plan moral. La désapprobation morale des pauvres fait naître dans le meilleur des cas une attitude de mépris et de rejet social.

On trouve en Pologne les conséquences de cette philosophie dans de nombreux forum de discussion sur la toile. Florilège :

► « *Les personnes n'ayant qu'une éducation primaire ou professionnelle devraient gagner moins de 500 zlotys net. Ils commenceraient alors à se former* » [3].

► « *Celui qui gagne moins de 1 000 zlotys appartient au milieu des marginaux. Quand quelqu'un n'a rien dans la tête, qu'il n'a pas d'éducation, tant pis pour lui. Il ne peut pas recevoir trop, car ce serait injuste. Il devrait se réjouir qu'il ait de quoi manger et se loger. C'est tout simplement un incapable. On peut constater que ces gens sont des marginaux et, selon moi, celui qui gagne moins de 1 000 zlotys par mois, c'est un marginal qui exploite ceux qui travaillent durement du matin au soir (...)* » [4].

► « *Imagine une telle situation : nous avons affaire à deux groupes de personnes - les uns savent s'adapter, ils ont un quotient intellectuel élevé, ils sont travailleurs. Et les autres forment une bande de paresseux, d'ivrognes et de gens bêtes. La justice consiste à ce que les premiers vivent bien et que les autres végètent (c'est cela le libéralisme - les gens choisissent eux-mêmes comment ils veulent vivre, comme le dit le parti Union pour une politique réelle)* » [5]. La redistribution des revenus, c'est-à-dire le fait de prendre une partie de l'argent des riches pour le transférer aux pauvres, ce qui est une forme d'aide aux plus pauvres, est immorale [6]. Elle est immorale car cette approche est comparée au pillage, au vol de l'argent privé [7]. La quintessence de cette logique de la morale libertarienne peut être retrouvée dans l'ouvrage d'Aleksander Chromik où l'on peut lire : « *Est-ce qu'il est juste de promouvoir*

la paresse par le vol et le partage des biens créés par des gens honnêtes travaillant à la sueur de leur front ? » [8]. Cette citation constitue l'essence de l'attitude libertarienne envers les pauvres et les aides qu'on leur attribue. L'auteur assimile l'aide aux pauvres au pillage, les personnes vivant dans la pauvreté à des paresseux, et les personnes riches à des personnes honnêtes, des citoyens travailleurs. Janusz Korwin-Mikke, journaliste et dirigeant politique de l'Union pour une politique réelle, de tendance ultra-libérale, évoque l'ensemble des personnes pauvres comme une « populace » et le régime politique dans lequel ces personnes ont une influence sur le choix du pouvoir comme étant les gouvernements de la populace.

Comme je l'ai démontré plus haut, ce « libéralisme » se signale par sa conviction de l'absence de valeurs éthiques et sociales de la part des pauvres. Ce « libéralisme », c'est aussi le mépris pour les besoins des pauvres et le refus de leur droit d'expression. Or, on retrouve dans le dictionnaire de la langue polonaise cet ensemble de traits de caractère pour expliquer le mot « mépris ». Il est donc permis de soutenir que le « libéralisme » actuel prend sa source dans le mépris pour les pauvres.

Ce mépris se manifeste de différentes façons. La forme la plus douce, c'est la haine. Elle se manifeste par le désir de retirer aux pauvres tous les droits appartenant à un être humain. On peut citer parmi eux :

- ▶ Le refus du droit à avoir un repos quotidien de nuit (ce qu'on appelle la « disponibilité » ou « le temps de travail élastique »).
- ▶ Le refus du droit de repos annuel (les vacances).
- ▶ Le refus du droit à avoir des enfants (refus des congés maternité, licenciement des femmes enceintes, refus d'embaucher des femmes déclarant vouloir avoir des enfants).
- ▶ Le refus du droit à la dignité (humiliation des travailleurs et refus de les payer, entre autre sous la menace de licenciements : « Tu dois travailler, il y a à ta place 100 autres candidats qui baisseront ma main pour obtenir ce travail avec la moitié de ton salaire »).
- ▶ Le refus du droit à faire ses besoins physiologiques ; ainsi, plus de la moitié des travailleurs britanniques se sont plaints de ne pas pouvoir aller aux toilettes pendant leur temps de travail [9].
- ▶ Le refus d'accorder un salaire justifié.
- ▶ La baisse du statut matériel en utilisant le chantage à la suppression du poste ou à la baisse du salaire minimum, baisse des salaires pour les heures de nuit et les heures supplémentaires ou dans des conditions dangereuses pour la santé, etc.

C'est à partir de cette haine ou de ce mépris pour les personnes « incapables » que se développe le rejet manifeste ou même le mépris à l'égard des organisations et des institutions sociales, des partis politiques et même des individus qui cherchent à éviter les conséquences négatives de la pauvreté et à défendre le droit des pauvres. Ce désaveu se manifeste sous forme de sarcasmes et de rejet des travaux scientifiques allant à l'encontre de cette opinion. L'article de Pawel Pertkiewicz illustre bien cela. L'auteur écrit que l'Inspection publique du travail, l'Inspection sociale du travail, le Bureau des contrôles techniques, le Ministère du travail et de la politique sociale, l'Administration centrale du travail, l'Institut central pour la défense du travail et beaucoup d'autres institutions ne sont là que pour casser la liberté d'entreprise [10].

Ce mépris va de pair avec un sentiment de supériorité morale et sociale envers soi-même. Il y a quelque temps, un intervenant signant sous le pseudonyme de « Rico - l'ultralibéral » écrivait sur ce même site :

« Je vais voter avant tout pour des gens qui ne vont pas perdre l'argent des collectivités locales pour des bêtises au profit de la plèbe. Pour avoir un bel appartement dans un nouvel immeuble de qualité, j'ai dû consentir à travailler beaucoup, alors que différents rebus de la société, sans aucune position sociale et sans éducation, reçoivent des appartements GRATUITEMENT ! Comment se fait-il que je doive travailler durement et que quelqu'un reçoive cela gratuitement, grâce à mes impôts ?! Est-ce cela la justice ?! Ce qui est « bizarre », c'est que les habitants de ma cité sont tous des antisocialistes extrêmes et que nous faisons tous montre de mépris pour les chômeurs hooligans et leurs alliés du Parti socialiste polonais, de l'Union du travail, d'Autodéfense ou de la Ligue des familles polonaises. Or, dans notre cité, on ne trouve que des personnes d'un haut niveau social, tandis que la plèbe reste derrière les portes de la cité. Au delà, les socialistes ou d'autres frustrés incapables peuvent se répandre en gueulant. Ici, nous avons le silence, le calme et la sécurité. Mais pourquoi est-ce cette masse inutile de différentes cités HLM qui devrait décider de l'avenir de la commune, de la ville, du district avec une voix égale à la mienne ? Ces sous-hommes sans éducation, sans position sociale, sans argent, sans talent... Qui peuvent-ils élire ? Voilà la réponse : RIEN. En tant que diplômé d'une université et appartenant à ce qu'on appelle l'initiative privée, je n'observe aucun trait de caractère commun entre moi et l'électorat par exemple d'Autodéfense ou du Parti socialiste. Dans notre cité, ce sont d'autres candidats qui reçoivent les voix. Des candidats qui représentent un niveau respectable et des capacités à ramasser un capital. Nous n'allons seulement voter que pour des personnes entreprenantes. Les idiots amoureux de la distribution socialiste et de toutes sortes d'aides pour la masse inutile des incapables n'obtiendront ici aucun appui. »

Il ressort de ce texte non seulement un profond sentiment de supériorité de la part de l'auteur, mais aussi un profond et authentique mépris pour la « plèbe » ou pour « les rebus de la société ». Et il s'exprime directement pour dénoncer des organisations politiques implantées dans ces milieux.

Parfois, on peut même rencontrer une justification des agressions physiques envers les plus faibles possédant un statut matériel inférieur. Dans le même forum de discussion, on trouvait au sujet des manifestations syndicales de Varsovie :

« Pourquoi est-ce que personne n'a tiré sur ces déchets du processus de transformation ? Que faire ? ... Il n'y a pas ici de dame de fer et la plèbe s'est imaginée que le parlement, c'est ou bien un intermédiaire ou bien une cantine sociale. Le bétail manifeste toujours des tendances revendicatives. C'est étrange, mais moi je ne me sens pas menacé par le chômage. Il y a 20 % de personnes appartenant à la catégorie supérieure et 80 % à la plèbe qui vient de montrer qu'elle ne sait que démolir. Mais tirer, c'est très bon ! Il y aura moins de gens mangeant sans payer pour cela dans le pays. Pourquoi devrions-nous avoir une plèbe rebelle au XXIe siècle ? Je ne comprends pas pourquoi ... »

Même si nous pouvons considérer ces opinions comme une forme de provocation intellectuelle, cela ne diminue pas pour autant les actions des entrepreneurs, des médias et des institutions qui propagent les attitudes de laisser-faire, des actions qui dans l'opinion générale rompent avec le principe de justice.

Mépris systématique

L'esprit dominant du mépris libertarien envers les personnes faiblement équipées (principalement les chômeurs et les travailleurs salariés moyens) commence à pénétrer les institutions supérieures du pouvoir, et parmi elles l'appareil de justice. En 2001, l'Inspection publique du travail (PIP) a constaté des violations du droit pour non-paiement des salaires ou d'autres revenus dus en conformité avec le Code du travail dans plus de 60 % des entreprises contrôlées [11]. On a constaté que le niveau de violation du droit était identique depuis plusieurs années, ce que démontre la dépêche d'agence suivante (RAI) du 4 juillet 2004 :

« L'Inspection publique du travail a contrôlé l'année dernière 74 000 entreprises employant en tout 5 millions de personnes. Le contrôle a fait ressortir près de 102 000 violations du droit du travail. Principalement pour non-paiement de sommes dues. »

Dans la même dépêche, on pouvait lire :

« Parmi 850 informations parvenues portant sur des soupçons de délits (contre les droits des travailleurs) l'année dernière au parquet, dans 35 % des cas, les procureurs ont refusé d'entreprendre des actions ou les ont annulées, car ces délits sont considérés comme étant d'importance mineure. »

Le PIP mène deux types de statistiques et de contrôle. Il y a les contrôles engagés à la suite de signalements, et les contrôles par filtrage qui sont réalisés par le biais de la méthode représentative. Ce sont justement ces seconds contrôles qui ont permis de faire ressortir l'ampleur des délits commis au regard du droit du travail et qui ont permis à l'aide de l'outil de la statistique mathématique d'évaluer les paramètres englobant la totalité du monde du travail. Il en ressort qu'en Pologne, 5,2 millions de travailleurs sont régulièrement volés des revenus auxquels ils ont droit.

Les libertariens s'opposent nettement à ce que l'État établisse un salaire minimum pour le travail. Ils soutiennent qu'une telle pratique s'attaque au droit imprescriptible des entrepreneurs de disposer de leurs propres revenus, que cela viole le principe du libre choix et de la liberté d'établir des contrats entre personnes privées [12]. Il en est de même avec le paiement des salaires. Les libertariens considèrent que le salarié est payé pour son travail par avance, c'est-à-dire qu'il reçoit son salaire pour son travail avant que l'entrepreneur n'ait pu profiter des fruits du travail de cet employé [13]. À partir de là, les libertariens affirment qu'ils n'ont pas de problèmes moraux à interrompre le paiement des salaires dans une situation où l'entrepreneur n'a pas les moyens financiers pour cela, ou n'a pas obtenu le paiement de son contractant pour une marchandise vendue, tout en continuant à faire travailler leurs salariés. Les tentatives visant à sanctionner légalement cette pratique en sont la preuve. Au milieu de 2004, le ministère polonais de l'Économie, du Travail et de la Politique sociale a soumis un projet qui aurait permis aux entreprises de payer leurs salaires « par tranches » ou de cesser tout simplement de les verser « dans les cas justifiés ».

Le libéral Adam Szejnfeld, député de la Plateforme civique, a manifesté une attitude positive à l'égard de cette initiative tout en émettant quelques réserves : « Cette idée n'est pas nouvelle. J'y étais favorable (...) » [14]. Ce type d'exigences n'est pas le monopole de la classe politique polonaise. On trouve aussi à l'étranger des cercles qui y sont favorables. Lors de la période de mauvaise conjoncture de l'économie allemande, le président de la Chambre de commerce et d'industrie allemande (DIHK), Ludwig Georg Braun, avait proposé que dans les années suivantes, les travailleurs soient employés sans salaires pour 500 heures supplémentaires [15].

La situation du travailleur polonais reste toutefois particulièrement dure. On lui a retiré ses droits humains les plus élémentaires en dépit des normes juridiques existant en principe. Il a été soumis à la terreur du capitalisme néolibéral, soumis à une oppression économique qu'il n'avait pas connu depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Selon les enquêtes de l'institut CBOS datant de cette année, un tiers des travailleurs salariés polonais se trouve sans emploi. Pour deux travailleurs employés, il y a donc un chômeur. Mais, même quand quelqu'un a du travail, il ne peut pas compter mener sa vie dans la dignité. À peine un quart de tous les travailleurs salariés est en état de déclarer qu'il travaille dans une entreprise où il reçoit un salaire honnête. Et lorsque le travailleur en arrive au point d'engager une poursuite contre son employeur pour non paiement de son salaire, il n'a que 65 % de chances de voir le tribunal accepter l'examen de sa plainte.

Le despotisme systémique à l'égard des pauvres ne se limite pas au droit du travail. Nous avons depuis plusieurs années des exemples de jugements extrêmement légers prononcés dans les cas de scandales financiers existant dans les cercles du grand business et portant sur des milliards. Mais nous avons simultanément des jugements extrêmement sévères à l'égard des travailleurs qui ont accaparé à leur avantage des sommes portant sur quelques centaines de zlotys, ou des longues peines de prisons pour les mendiants qui ont manifesté leur appétit pour des bouts de pain dans les pâtisseries. Ces jugements sont la conséquence directe de l'approbation et de l'adoption de la morale libertarienne basée sur le mépris envers les faibles et la tolérance ou plutôt la justification morale des actions des individus riches.

La terreur économique dans laquelle ont été englobés les Polonais est en train de produire ses terribles récoltes. Un million d'enfants éprouve de la difficulté à obtenir sa nourriture quotidienne, et leur dégénérescence physique et sociale, le drame de leurs parents se trouvant face au danger de déchéance biologique de leurs enfants et d'eux-mêmes poussent ces personnes vers la délinquance et la prostitution, il leur enlève la joie de vivre, l'espoir du futur, il détruit leur désir de vivre. On a noté 30 000 cas de suicides supplémentaires pour causes économiques que pour une période similaire à l'époque de la Pologne socialiste.

Le « libéralisme » envers qui les journalistes, les politiciens, les juges (sans exclure le Tribunal suprême et le Tribunal constitutionnel) font preuve d'aveuglement, constitue une philosophie au caractère criminel, qui se base sur le mépris des plus faibles. Revenant donc à la question que nous avons posée au début de notre article, nous pouvons soutenir fermement que les élites politiques polonaises n'ont pas le droit moral de se placer en position de juge,

de défenseur des valeurs éthiques et civiques. Le crime dont ils sont les auteurs dépasse sans aucune comparaison par sa proportion et son importance, les violations du droit commises par l'autoritaire président de la Biélorussie.

Tomasz Ciborowski

Journaliste polonais.

[1] Cf. *La capitalisme et la liberté* par Milton Friedman, p. 156.

[2] Le terme « libéralisme » recoupe des théories fort diverses, de sorte que son emploi est souvent source de confusion. Au XVIIIe siècle, le libéralisme était la doctrine de la liberté, mais au XXe siècle et dans le seul domaine économique, c'est devenu au contraire une formulation de la loi du plus fort. Dans ce cas, on ne parle plus de la liberté individuelle, mais de celle du fort à dominer le faible. Milton Friedman, et avec lui toute l'école de **Friedrich von Hayek**, se complait dans ces ambiguïtés, au point qu'il utilise se qualifie de « libéral » lorsqu'il s'adresse au public, mais se dit « libertarien » quant il s'adresse à ses amis et souhaite prévenir les quiproquos. NdlR.

[3] Swietlik 013.

[4] Un homme éduqué, 26 avril 2004.

[5] Site UPR, 24 mai 2004]°.

Certains libertariens considèrent que lorsqu'on retire aux gens leurs moyens d'existence à cause de leurs handicaps, de malchances, d'un destin tragique, cela ne remet en aucun cas en cause le principe de justice car c'est un état naturel. Voilà quelques exemples seulement qui rendent bien l'esprit de ce « libéralisme ».

L'attitude décrite ici des libertariens envers les pauvres justifie leur attitude négative envers les aides sociales. Même s'ils admettent qu'il puisse y avoir une aide ponctuelle en provenance de personnes privées, une telle aide sous une forme permanente et institutionnalisée est considérée comme devant être combattue[[Voir le site Strona prokapitalistyczna, Pawel Szteberek « Sprawiedliwosc społeczna ».

[6] Strona prokapitalistyczna, Stanisław Michalkiewicz, What does God truly think about taxes ?

[7] Strona prokapitalistyczna, Jan Michal Malek, Imperatyw ekonomiczny "nie kradnij"

[8] Strona prokapitalistyczna, *Pan Bog w służbie postępu*, Aleksander Chromik

[9] AFP du 24 février 2003.

[10] Strona prokapitalistyczna, *Czy panstwo powinno ustalac warunki pracy ?*, Pawel Tobola-Pertkiewicz

[11] PAP, Rapport quotidien du 10 août 2002.

[12] Strona prokapitalistyczna, *Czy panstwo powinno ustalac warunki pracy ?*, Pawel Tobola-Pertkiewicz

[13] voir par exemple, Strona prokapitalistyczna, *Walka klas*, Mateusz Machaj, mais aussi les articles de **Friedrich von Hayek** et de Ludwig von Mises

[14] *Super Express*, 8 juin 2004

[15] PAP du 17 janvier 2003.

Tartufferies nucléaires

Analyse

La renégociation quinquennale du Traité de non-prolifération nucléaire se déroulera tout le mois de mai à l'ONU. Ce traité, mis en place en 1970 interdit à ceux de ses signataires qui ne disposaient pas à cette date d'armes nucléaires d'en développer, mais il leur permet de développer un programme nucléaire civil. En contrepartie, ce texte exige des puissances nucléaires signataires (États-Unis, Russie, Chine, Royaume-Uni et France) un désarmement progressif. Ce dispositif a favorisé le renoncement à l'arme nucléaire de nombreux États, mais il est aujourd'hui mis à mal. Trois puissances nucléaires n'en sont pas signataires (Inde, Pakistan et Israël) et, se sentant menacé, la Corée du Nord l'a quitté pour pouvoir fabriquer son arsenal. Mais, surtout, les négociations ont peu de chances d'aboutir car la Coalition états-uno-britannique développe son arsenal nucléaire, violant ainsi le traité. Washington a mis en place une nouvelle stratégie nucléaire dans laquelle il s'autorise à utiliser désormais ces armes contre des pays non-nucléarisés et tend à vouloir affaiblir la démarcation traditionnelle entre armes nucléaires et armes conventionnelles. D'après *The Independent*, le Royaume-Uni n'est pas en reste puisque Tony Blair, a secrètement décidé la construction d'une nouvelle génération d'armes de dissuasion nucléaire pour remplacer l'actuel arsenal britannique, pour un coût total de 10 milliards de livres (15 milliards d'euros). Ces deux pays pourraient donc faire échouer les négociations.

En outre, Washington s'accommode mal de la résistance de l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (AIEA) qui refuse de condamner l'Iran et le prive ainsi d'un motif pour attaquer Téhéran. *The Independent* publie des extraits de l'allocution d'ouverture de la conférence de New York prononcée par Mohammed ElBaradei, secrétaire général de l'AIEA. Souhaitant sortir des problématiques étroites sur le désarmement et la non-prolifération, il a rappelé que le développement d'armes nucléaires était avant tout une conséquence des tensions internationales : si la loi internationale est respectée et qu'un système de sécurité collective est mis en place, le nombre d'armes pourra diminuer. Ce

faisant, il pose la seule vraie question qui vaille : quelle lutte contre la prolifération est possible dans un monde où le droit international et la sécurité collective sont des mots creux ?

Cette problématique est fort peu suivie dans la presse. Le débat se contente d'opposer les partisans d'un désarmement à ceux qui souhaitent voir une développement de la puissance nucléaire états-unienne.

Dans l'*International Herald Tribune*, l'ancien président états-unien, Jimmy Carter, engage son pays à revoir sa politique et à faire lui-même les efforts de désarmement qu'il prétend imposer aux autres. S'il estime qu'il faut être ferme avec l'Iran, il faut l'être tout autant avec Israël et montrer l'exemple en matière de désarmement. Dans le même quotidien, les ministres des Affaires étrangères de sept pays non-nucléaires (Brésil, Égypte, Irlande, Mexique, Nouvelle Zélande, Afrique du Sud et Suède) regroupés dans la Coalition pour un nouvel agenda, appellent à une relance du traité en mettant l'accent sur la responsabilité des puissances nucléaires. La seule option pour limiter la prolifération est d'éviter le développement de ces armes par les États en possédant déjà. Se réjouissant diplomatiquement d'un appel de George W. Bush au respect des principes du traité, ils le prennent au mot et demandent qu'il soit entendu.

Dans le *Frankfurter Rundschau*, le député social-démocrate allemand, Gert Weisskirchen explique à une opinion publique traditionnellement hostile à la présence de missiles atomiques états-uniens sur son sol la politique de la coalition rouge-verte au pouvoir. Le gouvernement allemand est lui-aussi hostile à la présence de ces missiles, mais il ne proteste pas et ne demande rien officiellement pour ne pas faire échouer les négociations sur le Traité de non-prolifération. Les Allemands sont donc priés d'être patients. Toutefois, il n'est pas certain que cet argument soit convainquant. Depuis l'enthousiasme des Verts pour le bombardement de la Serbie, les électeurs allemands peuvent douter de la sincérité de leur pacifisme et interpréter leur passivité actuelle comme une approbation de fait de ce qu'ils prétendent théoriquement condamner.

L'intellectuel états-unien Noam Chomsky se montre beaucoup plus alarmiste dans le *Khaleej Times* et *El Periodico*. Pour lui, en développant son arsenal nucléaire, Washington ne fait pas que saper le système international de prolifération, il augmente considérablement les risques d'une confrontation nucléaire. Il rappelle que cette éventualité n'a pas disparu avec la fin de la Guerre froide.

Pour les faucons, le désarmement états-unien est inenvisageable. Le Traité de non-prolifération doit empêcher l'émergence de nouveaux compétiteurs, mais les États-Unis ne doivent pas pour autant se priver de développer leur arsenal, conformément à ce qui a été défini dans la nouvelle doctrine nucléaire US de 2002. Sans surprise, c'est le coordinateur des faucons, Franck Gaffney, qui sonne la charge contre les négociations à l'ONU dans le *Washington Times*. Il les dénonce comme un piège des petits États contre les États-Unis pour les pousser à désarmer. Il appelle l'administration Bush à refuser tout compromis dans ce dossier en agitant les menaces nord-coréenne et iranienne.

Plus subtil, le président du CSIS et ancien vice-secrétaire démocrate à la Défense, John J. Hamre, envisage un compromis possible dans le *Washington Post* : les États-Unis doivent renoncer à une partie de leur armement vieillissant

et le remplacer intégralement par de nouvelles armes plus performantes, plus adaptées aux nouvelles stratégies et moins nombreuses. Ainsi, Washington acceptera techniquement une baisse du nombre de ses armes nucléaires tout en conservant, sinon en augmentant, sa puissance. Un artifice comptable qui n'améliorera en rien la sécurité collective, mais qui permettrait de sauver la face dans la déclaration finale de la conférence.

En marge de cette conférence, l'ancien conseiller de Bill Clinton et John Kerry, Graham Allison, vante le programme Nunn-Lugar de contrôle des installations nucléaires russes aux lecteurs de *Vremya Novostyey*. S'efforçant de les rassurer, il affirme que la coopération entre la Russie et les États-Unis sur ce sujet est parfaite et n'entrave en rien la souveraineté russe. Toutefois, il n'est pas équilibré pour autant : pendant que ce programme vérifie que le désarmement russe se fait dans de parfaites conditions de sécurité, Washington développe de nouvelles armes.

Réseau Voltaire

Mohamed ElBaradei



Mohamed ElBaradei est directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

« Le dialogue multilatéral est frustrant, lent et c'est la seule option »

Source : The Independent (Royaume-Uni)

Référence : « 'Multilateral dialogue is frustrating, slow, and the only option' », par Mohamed Elbaradei, *The Independent*, 04 mai 2005. Ce texte est adapté d'extraits du discours prononcé par l'auteur à l'ONU à l'ouverture de la conférence sur la révision du Traité de non-prolifération.

Les États nucléaires continuent de s'appuyer sur les armes nucléaires car ils n'ont développé aucun autre moyen de prévention. Afin d'accélérer l'élimination de toutes les armes nucléaires, il faut mettre au point un système de sécurité collective alternative. Il faut également trouver une alternative pour les États qui se sont mis sous la protection du parapluie nucléaire d'autres puissances.

Dans une ère de globalisation et d'interdépendance, les alliances ne peuvent être que des solutions à court terme. La sécurité ne peut être que collective. Elle ne peut se développer que par le dialogue. Il s'agit d'un processus long et éprouvant, mais c'est notre seule option. Aujourd'hui, nous avons l'occasion de mettre les problèmes sur la table et nous n'avons pas de temps à perdre. Si nous ne travaillons pas maintenant à cette réalisation, nous aurons le même Traité de non-prolifération jusqu'en 2010.

Nous ne réglerons pas tout aujourd'hui, mais nous pouvons lancer la machine.

Jimmy Carter



Le pasteur baptiste Jimmy Carter est ancien président des États-Unis (1977-1981). Il a reçu le prix Nobel de la paix 2002 et préside le Carter Center à Atlanta.

« L'érosion du Traité de non-prolifération »

Source : International Herald Tribune (France)

Référence : « Erosion of the Nonproliferation Treaty », par Jimmy Carter, *International Herald Tribune*, 2 mai 2005.

Alors que commence la conférence de révision du Traité de non-prolifération à l'ONU, on ne peut qu'être frappé de l'indifférence des États-Unis et des autres puissances nucléaires. Dans cette conférence, un groupe d'États moyens a un objectif simple : pousser les puissances nucléaires à prendre les mesures nécessaires pour sauver le Traité.

L'année passé, ces États disposant des capacités pour devenir des puissances nucléaires ont voté une nouvelle résolution pour appliquer les engagements pris, mais les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France ont refusé ce texte. Il n'existe même pas d'agenda fixé, tant les contradictions sont fortes en matière d'application des promesses des puissances nucléaires et à propos de l'arsenal israélien. Les États-Unis sont les principaux responsables de l'érosion du Traité car ils s'affranchissent des textes en vigueur et développent de nouvelles armes. Ils ont même abandonné le vieil engagement de ne menacer que des puissances nucléaires.

Il faut prendre des mesures :

- ▶ Nous devons nous assurer de la sécurité des sites russes.
- ▶ Les États-Unis doivent s'engager à s'interdire toute utilisation des armes nucléaires en premier.
- ▶ L'OTAN doit moins mettre l'accent sur ses armes nucléaires et les retirer d'Europe de l'Ouest.
- ▶ Il faut respecter l'interdiction des tests alors que l'administration Bush va précisément dans le sens inverse.
- ▶ Washington doit soutenir un traité interdisant la création et le transport d'uranium et de plutonium enrichi.
- ▶ Les États-Unis doivent renoncer au mythe de la défense antimissile.
- ▶ Il faut être ferme avec l'Iran, mais aussi avec Israël.

Sans ses mesures, les risques ne feront qu'augmenter.

sept ministres des Affaires étrangères de pays non-nucléaires

Celso Amorim (Brésil),
Ahmed Aboul Gheit
(Égypte), Dermot Ahern
(Irlande), Luis Ernesto
Derbez Bautista
(Mexique), Phil Goff
(Nouvelle Zélande),
Nkosazana Dlamini Zuma
(Afrique du Sud), Laila
Freivalds (Suède).

« Ce qui n'existe pas, ne peut pas proliférer »

Source : International Herald Tribune (France)

Référence : « What does not exist cannot proliferate », par sept ministres des Affaires étrangères de pays non-nucléaires, *International Herald Tribune*, 2 mai 2005.

Quand le Traité de non-prolifération a été créé, il y a 35 ans, le postulat de départ était que les États sans armes nucléaires, comme les nôtres, devaient renoncer à leur droit d'en fabriquer en échange de la garantie de pouvoir mener des recherches nucléaires civiles. De leur côté, les cinq puissances nucléaires devaient réduire leurs stocks d'armes.

Récemment, nos pays ont formé la Coalition pour un nouvel agenda qui vise à soutenir les perspectives envisagées par ce Traité au moment de sa signature. Lors de la conférence de New York, les signataires pourront observer les efforts faits par les États nucléaires pour remplir leurs obligations. Les pays nucléaires devraient enfin reconnaître que le désarmement et la non-prolifération sont des processus se renforçant mutuellement : ce qui n'existe pas ne peut pas proliférer. La conférence devra se pencher sur l'attitude des États défiant les règles de non-prolifération. La possession d'armes par d'autres nations n'est pas une excuse pour s'affranchir des règles en vigueur. Toutefois, ces défis au traité sont liés à la peur de l'emploi de ces armes par des pays la détiennent. Nous appelons l'Inde, le Pakistan et Israël à rejoindre le Traité de non-prolifération et les puissances nucléaires signataires à restreindre leur arsenal. Nous nous réjouissons de l'appel de **George W. Bush** en faveur d'une adhésion plus large aux principes du Traité. C'est ce vers quoi veut tendre l'action de notre coalition.

Gert Weisskirchen

Gert Weisskirchen est
député et porte-parole sur
les Affaires étrangères du
groupe SPD au
Bundestag.

« Les armes atomiques états-uniennes doivent disparaître du sol allemand »

Source : Frankfurter Rundschau (Allemagne)

Référence : « Die US-Atomwaffen müssen von deutschem Boden verschwinden », par Gert Weisskirchen, *Frankfurter Rundschau*, 3 mai 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

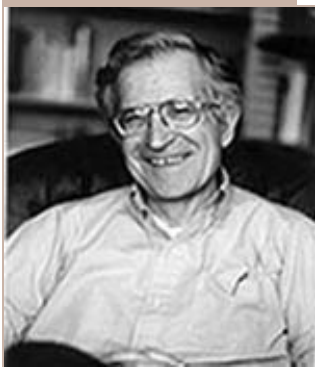
Le gouvernement rouge-vert va se prononcer pour la stabilisation et la poursuite du processus de démilitarisation lors de la conférence sur la non-prolifération des armes atomiques qui commence à New York. La question était

de savoir si **Fischer** devait demander le retrait de toutes les armes atomiques états-unienne d'Allemagne à ce moment précis. Il y a aussi des débats à ce sujet aux États-Unis. Leur président veut intensifier son processus d'armement. Il serait bon que notre ministre des Affaires étrangères insiste pour que la course à l'armement atomique cesse. Cette conférence doit déboucher sur un document empêchant la prolifération des armes atomiques.

L'arsenal états-unien en Allemagne n'a plus aucun sens. Nous attendons que les engagements pris par **George H. Bush** et **Mikhail Gorbatchev** en 1991-1992 soient respectés. Il s'agissait à l'époque de réduire et démanteler les armes nucléaires tactiques des deux côtés. Cela concerne aussi des armements qui sont toujours en Allemagne, il est grand temps de remplir ces obligations.

Le gouvernement rouge-vert ne se prononce pas plus clairement car il est là pour sauver le Traité de non-prolifération et pour accélérer le désarmement. Les parlementaires sont là pour dire ce qu'il est nécessaire de faire, c'est-à-dire faire disparaître ces armes d'Allemagne. Si Greenpeace manifeste en face du ministère, c'est que cette organisation ne connaît pas bien la position du gouvernement. J'espère seulement que notre ministre va faire bouger les choses à New York. On saura aussi qui s'oppose à ce que ces armes nucléaires quittent l'Allemagne. J'espère que **George W. Bush** ne va pas démentir ce que son père a signé.

Noam Chomsky



Noam Chomsky est professeur de linguistique à l'université du Massachusetts. Intellectuel engagé, il a pris depuis longtemps position contre l'impérialisme états-unien.

« Un accident sur le point de se produire »

Source : El Periodico (Espagne)

, Khaleej Times (Émirats arabes unis)

Référence : « An accident waiting to happen », par Noam Chomsky, *Khaleej Times*, 2 mai 2005.

« En la Era del terror », *El Periodico*, 9 mai 2005.

Cette semaine, une conférence de l'ONU va regrouper 180 États signataires du Traité de non-prolifération, un traité perçu comme la fondation du seul espoir d'éviter le désastre virtuellement garanti par la logique des armes nucléaires. Or, ce Traité n'a jamais été aussi fragile qu'aujourd'hui, selon l'ancien représentant spécial états-unien pour le contrôle des armes, Thomas Graham. Comme d'autres experts, il reconnaît que la première menace contre ce traité vient des États-Unis, même si les autres puissances nucléaires partagent cette responsabilité. Ces États, selon le Traité, doivent faire des efforts pour diminuer leur arsenal nucléaire. Au contraire, l'administration Bush cherche à développer le sien. Les États-Unis dénoncent également le protocole accompagnant le Traité de non-prolifération. Auparavant, l'administration Bush avait envoyé **John Bolton** vers les Européens pour leur expliquer que les négociations sur l'extension de l'interdiction des armes biologiques étaient closes car elles n'étaient plus « conformes aux intérêts des États-Unis ». Rien d'étonnant à ce que ce même Bolton soit

aujourd'hui désigné pour devenir ambassadeur à l'ONU.
D'après Michael McGuire, expert de l'OTAN, le système actuel nous mène tout droit à une confrontation nucléaire. Une vision partagée par Sam Nunn. Plus les États développent leur arsenal, plus ils risquent de l'utiliser sur un malentendu.

Frank J. Gaffney Jr.



Frank J. Gaffney Jr. est président du Center for Security Policy, le think tank qui rassemble les principaux « faucons » états-uniens. Le Réseau Voltaire lui a consacré une enquête : « *Le Centre pour la politique de sécurité : les marionnettistes de Washington* ». Il a participé au sommet de Jerusalem.

« Un traité brisé »

Source : Washington Times (États-Unis)

Référence : « Broken treaty », par Frank J. Gaffney Jr., *Washington Times*, 3 mai 2005.

Cette semaine, l'ONU a commencé sa conférence quinquennale de révision du Traité de non-prolifération. Cette institution est discréditée et l'administration Bush appelle à sa réforme.

En effet, le Traité de non-prolifération a échoué à empêcher les puissances nucléaires qui aspirent à obtenir la bombe. Les participants à la conférence feindront de l'ignorer comme ils feront mine de ne pas voir que ce traité, autorisant les États à acquérir des technologies nucléaires à des fins « pacifiques », encourage la prolifération. Au lieu de dénoncer ce procédé, les participants vont encore profiter de l'occasion pour protester contre les lenteurs des États-Unis dans leur désarmement. Ils feront pression sur Washington pour l'empêcher de remettre à jour son arsenal nucléaire âgé.

Aujourd'hui, la Corée du Nord est capable d'envoyer des armes nucléaires sur le Japon et, d'après la **Defense Intelligence Agency** (DIA), sur certaines cibles aux États-Unis. L'Iran ne s'est pas encore retiré du Traité de non-prolifération, mais cela ne saurait tarder. Téhéran utilise le Traité de non-prolifération comme il utilise les négociations avec la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne, pour devenir une puissance nucléaire. L'Iran, comme la Corée du Nord, travaille à la construction d'une bombe créant une impulsion électromagnétique pouvant provoquer des dommages catastrophiques aux systèmes électroniques. Les États-Unis sont une puissance nucléaire légale et nous devons faire comprendre que nous entendons le rester.

John J. Hamre

John J. Hamre est ancien secrétaire adjoint à la Défense (1997-1999) et président du Center For Strategic & International Studies.

« Vers une stratégie nucléaire »

Source : Washington Post (États-Unis)

Référence : « Toward a Nuclear Strategy », par John J. Hamre, *Washington Post*, 2 mai 2005.

La Guerre froide nous a laissé avec un stock d'armes nucléaires massif dont nous n'avons plus besoin, que nous ne pouvons plus utiliser ou maintenir tel quel. Toutefois, la communauté d'experts s'accroche à l'idée d'une couverture nucléaire pour un futur incertain. Ces mêmes experts demandent désormais la création d'armes nucléaires à forte capacité de pénétration terrestre. Le vrai problème est que nous n'avons aucune stratégie nucléaire cohérente. Avant de décider quoi que ce soit, il faut organiser un débat national sur le rôle des armes nucléaires et leur contribution à notre défense. L'environnement international a changé et nous ne sommes plus dans les années 80 ou 90.

Pour stimuler le débat national, je voudrais présenter une série de remarques :

- ▶ Les États-Unis doivent continuer à posséder des armes pour se protéger.
- ▶ Nos capacités nucléaires sont surestimées en raison de l'âge de notre arsenal.
- ▶ La possession d'un important stock d'armes anciennes est moins importante que celle de quelques d'armes perfectionnées.
- ▶ Je pense que nous devrions intégralement retirer du service nos armes anciennes pour les remplacer par de nouvelles, en plus petites quantité.
- ▶ En réduisant le nombre d'armes, on réduit la probabilité qu'elles tombent entre de mauvaises mains.
- ▶ La Russie devrait nous imiter.
- ▶ Il faut accompagner notre nouvelle stratégie nucléaire d'un retour aux principes du Traité de non-prolifération en les adaptant au monde moderne.
- ▶ Il est inutile de faire des tests avec nos vieilles armes.

Ces mesures permettraient de faire des économies tout en nous défendant mieux.

Graham Allison



Ancien directeur de la Kennedy School of Government de l'université

« Les garanties concernant l'arsenal nucléaire doivent être tangibles »

Source : Vremya Novostyey (Fédération de Russie)

Référence : « », par Graham Allison, *Vremya Novostyey*, 6 mai 2005. Ce texte est adapté d'une interview

Ce n'est pas la première fois que les États-Unis et la Russie organisent des visites réciproques d'experts au sujet de leur arsenal nucléaire. Cela dans le but de renforcer la confiance et d'échanger sur les méthodes de conservation de ces

d'Harvard, Graham Allison a été assistant du secrétaire à la Défense états-unien pour la Russie et les pays de l'ex-URSS durant le premier mandat de Bill Clinton. Il a été l'un des conseiller de John Kerry pendant la campagne électorale présidentielle états-unienne.

armes. Les experts russes ont par exemple visité une base au Texas où sont détruites les armes états-uniennes. Ils ont étudié le site, consultés les spécialistes et avancé des propositions. Il n'est pas question pour Washington ou Moscou de prendre le contrôle de l'arsenal de l'autre.

Il n'a jamais été question d'une présence de soldats états-uniens sur les bases russes. **Poutine** ne se sent pas moins concerné que **Bush** par la sécurité des installations nucléaires, il a simplement hérité d'une grande quantité de matériaux nucléaires à différents endroits. Une partie des infrastructures atomiques était en mauvais état. Pour aider à leur préservation, les États-Uniens ont apporté une aide financière et technique. Depuis 1991, le plan Nunn-Lugar fournit plusieurs milliards par an. Il s'agit d'une aide, la Russie contrôle son arsenal elle-même.

Je me suis occupé de ce projet au ministère et je sais que la sécurité est assurée par des personnes en Russie. Chez nous, on fait plus confiance aux systèmes électroniques. Nous avons fourni ce type d'appareillage à la Russie et elle s'est par ailleurs renforcée sur le plan économique, notre programme devrait donc baisser en intensité. Les garanties concernant l'arsenal nucléaire doivent être tangibles. C'était le sens de la demande d'inspection des installations russes formulée par **Condoleezza Rice**, lors de sa visite à Moscou en avril. Pour que **Poutine** puisse garantir aux Russes que les États-Uniens assurent bien la sécurité de leurs installations et pour que **Bush** puisse dire de même, les experts doivent pouvoir contrôler les bases.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .